

Annexe 10 : Règles en matière de bien-être des travailleurs

1. Objet

La présente Annexe définit, en exécution de la Loi relative au bien-être des travailleurs¹, les droits et obligations des Parties en matière de bien-être des travailleurs lors de l'exécution de travaux au sein d'un Établissement et constitue dès lors les « Prescriptions de sécurité consolidées » qui s'appliquent à toutes les parties.

- 1.1 Pour tous les travaux qu'une Partie vient effectuer ou fait effectuer à ses installations dans un Établissement, cette Partie est qualifiée par rapport à l'autre Partie, pour l'application de la présente Annexe, d'Employeur d'une entreprise extérieure.
- 1.2 Dans cette hypothèse, l'autre Partie est qualifiée, pour l'application de la présente Annexe, d'Employeur dans l'établissement duquel des travailleurs d'une entreprise extérieure viennent effectuer des travaux.
- 1.3 La présente Annexe ne porte pas préjudice aux obligations qui s'imposent à chaque Partie en tant qu'Employeur à l'égard de ses propres travailleurs dans le cadre de la Législation sur le bien-être et ne concerne pas les obligations dans le cadre de la Législation sur le bien-être qui sont uniquement propres à l'entreprise et à l'activité de cette Partie.
- 1.4 La présente Annexe ne fait pas naître de convention de sous-traitance, de mandat ou toute autre convention similaire entre les Parties. Une telle convention devra toujours faire l'objet d'une convention séparée qui, sauf dispositions contraires dans cette dernière convention, ne portera pas préjudice à la présente Annexe.

2. Obligation générale dans le cadre de l'exécution de travaux

Chaque Partie s'engage à faire connaître et à imposer à ses travailleurs, entrepreneurs et sous-traitants qui travaillent dans l'établissement, les obligations découlant de la présente Convention.

Sous réserve des obligations prévues par la présente Annexe, les Parties s'engagent à respecter et/ou à faire respecter la Législation sur le bien-être applicable lors de l'exécution de travaux à leurs installations respectives dans un Établissement, par elles-mêmes ou par leurs Travailleurs, ou par leurs Entrepreneurs, les Sous-traitants de ceux-ci ou les Travailleurs de ces Entrepreneurs et/ou Sous-traitants.

3. Communication d'informations entre les Parties

- 3.1 Chaque Partie est tenue de transmettre à l'autre Partie les informations nécessaires au sujet de son Établissement en vue de garantir une exécution sans danger des travaux. Ces informations comprennent au minimum les données mentionnées à l'annexe A de la présente Annexe.
- 3.2 Les Parties s'informent mutuellement et correctement des travaux réalisés au sein d'un Établissement, par elles-mêmes, leurs Travailleurs, leurs Entrepreneurs, les Sous-traitants de ces derniers ou les Travailleurs de ces Entrepreneurs et/ou Sous-traitants. Le contenu

¹ en exécution des articles 7 et suivants

de cette information ainsi que le mode d'information sont décrits à l'annexe A de la présente Annexe.

Si la Partie qui reçoit une telle information prévoit également de faire effectuer des travaux durant cette même période et n'en a pas encore informé l'autre Partie, elle le communique à l'autre Partie immédiatement après réception de l'information, de telle sorte que le planning de travaux puisse y être adapté, éventuellement de commun accord si nécessaire au regard de la nature des travaux, et que la nécessaire coordination en matière de sécurité puisse être réglée (voir notamment section 6).

En cas de constatation de travaux imprévus qui s'influencent mutuellement, les Parties se transmettent immédiatement les informations nécessaires au sujet des risques additionnels éventuels propres aux travaux qu'elles prévoient et prennent ensemble les mesures de prévention nécessaires.

3.3 Toute modification de l'information fournie sera transmise sans attendre par chaque Partie à l'autre/aux autres Partie(s), conformément à la procédure prévue à l'annexe A de la présente Annexe.

3.4 A la demande d'une des Parties, certaines règles particulières peuvent être formalisées entre les Parties et peuvent être ajoutées comme annexe à l'Annexe 10 de la présente Convention, par exemple :

- l'échange et la communication des risques inhérents aux installations ;
- les principes généraux de coordination pour des travaux d'investissements et d'entretien courant ;
- les principes généraux de coordination des travaux urgents de réparation et de dépannage ;
- la procédure de pose de canalisations électriques dans les postes ;
- la conduite à tenir en cas de survenance d'un événement exceptionnel ;
- les règles d'accès dans les Postes de transformation et les procédures qui en découlent ;
- les procédures de manœuvre dans les Sous-stations MT.

4. Informations fournies aux travailleurs

4.1 Les Parties s'engagent à donner à leurs Travailleurs et Entrepreneurs ou aux Sous-traitants de ces derniers les instructions requises et appropriées en rapport avec l'information prévue au point 4 de la présente Annexe, ainsi qu'à prévoir un accueil approprié des Travailleurs des Entrepreneurs et Sous-traitants, comme prévu par la législation applicable².

4.2 Chacune des Parties peut à tout moment s'assurer que les Travailleurs de l'autre Partie ou ses Entrepreneurs ou les Sous-traitants de ces derniers ou les Travailleurs de ces Entrepreneurs et/ou Sous-traitants qui viennent effectuer des travaux au sein de l'Établissement, ont reçu la formation et instructions requises et appropriées en rapport avec l'information prévue à la section 4 de la présente Annexe.

La manière dont les Parties peuvent vérifier la formation et les instructions requises est décrite à l'annexe A de la présente Annexe.

La présente disposition ne porte pas préjudice aux compétences de contrôle attribuées aux services compétents de la partie qui fait effectuer les travaux sur base de la Législation sur le bien-être.

² Article 9, §1^{er}, 3^o de la Loi relative au bien-être des travailleurs

5. Coordination et collaboration

- 5.1 Si, sur la base des informations fournies conformément aux art. 4.2 et 4.3, une influence mutuelle des travaux est à prévoir, les Parties désignent de commun accord un coordinateur de travaux en vue d'assurer la sécurité de tous les travailleurs concernés.

Dans l'hypothèse où différents travaux sont effectués dans un Établissement pour le compte de l'une des Parties à ses installations par ses Travailleurs et par ses Entrepreneurs, les Sous-traitants de ces derniers ou par les Travailleurs de ces Entrepreneurs et/ou Sous-traitants, cette Partie, en tant qu'employeur faisant appel à une entreprise extérieure, sera responsable du respect des obligations en matière de coordination et de collaboration décrites dans la Loi relative au bien-être des travailleurs³. L'autre Partie s'engage à offrir sa coopération dans le cadre de la coordination et de la collaboration visées ci-dessus.

- 5.2 Dans l'hypothèse où un Accident de travail grave se produit au sein d'un Établissement et où l'autre Partie est impliquée, les règles suivantes trouvent à s'appliquer :

- Dès qu'une Partie prend connaissance de l'accident, elle en informe l'autre Partie ainsi que l'ensemble des autres parties concernées (c'est-à-dire : outre les Parties, également tout Entrepreneur ou Sous-traitant intéressé éventuel) selon les modalités définies à l'annexe A de la présente Annexe.
- L'Employeur de la victime effectue immédiatement une déclaration auprès de l'administration chargée du respect de la Loi relative au bien-être des travailleurs.

Lorsqu'une Partie le demande à l'autre Partie, les Parties travaillent ensemble pour analyser l'incident en profondeur :

- Dans les 10 jours calendrier suivant l'accident, un rapport circonstancié est rédigé par l'Employeur et la victime et transmis (i) à l'administration chargée du respect de la Loi relative au bien-être des travailleurs et (ii) à l'ensemble des Parties concernées.
- Si l'accident a eu lieu dans le cadre de travaux effectués pour le compte de l'une des deux Parties, le service de prévention interne de cette Partie est chargé de la coordination de l'analyse, sous réserve du fait que lors de tout acte d'enquête, un représentant de l'autre Partie peut toujours être présent.
- Les parties conviennent de ne pas se facturer de frais liés à l'analyse de l'incident, sauf disposition contraire préalable.
- Toutes les parties concernées discutent entre elles des mesures conservatoires qu'elles souhaitent adopter, si possible avant de mettre celles-ci à exécution.

6. Engagement au respect des obligations en matière de Sécurité et de Bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail

- 6.1 Chaque Partie s'engage à respecter, lorsque ses Travailleurs, ses Entrepreneurs, les Sous-traitants de ces derniers ou les Travailleurs de ces Entrepreneurs et/ou Sous-traitants viennent effectuer des travaux dans un Établissement, les Prescriptions de sécurité découlant de la présente Annexe.

- 6.2 Chaque Partie a le devoir de veiller à l'application correcte par son personnel et par le personnel des Entrepreneurs, sous-traitants et autre tiers qui pénètrent dans les installations concernées et avec lesquels elle a conclu une convention.

³ Article 9

6.3 À tout moment, chacune des Parties a le droit de contrôler le respect du point 8.1 de la présente Annexe.

7. Mesures possibles en cas de non-respect des engagements visés à la section 6

- 7.1 Dans l'hypothèse où une Partie ne respecte pas ou respecte mal ses obligations visées à la section 6 de la présente Annexe, l'autre Partie aura le droit, outre les sanctions de droit commun, de prendre toute mesure nécessaire, aux frais de la Partie défaillante.
- 7.2 La Partie qui souhaite se prévaloir de ce droit, met préalablement et par écrit l'autre Partie en demeure de prendre les mesures nécessaires dans le délai mentionné dans ce document.
- 7.3 Dans les cas où aucun retard à prendre des mesures n'est justifié, une Partie peut prendre elle-même les mesures qui s'imposent, même sans mise en demeure préalable et par écrit.

8. Écartement des Travailleurs, Entrepreneurs, des Sous-traitants de ces derniers ou des Travailleurs de ces Entrepreneurs et/ou Sous-traitants de l'autre Partie en cas de non-respect de la Législation sur le bien-être ou des obligations reprises dans la présente Annexe

Lorsque des Travailleurs, Entrepreneurs, des Sous-traitants de ces derniers ou des Travailleurs de ces Entrepreneurs et/ou Sous-traitants effectuent des travaux dans un Établissement à la demande d'une des Parties et que l'autre Partie constate de graves violations de la réglementation en matière de bien-être ou des prescriptions de la présente Annexe, cette dernière Partie peut arrêter les travaux sans devoir d'indemnisations et doit en avertir immédiatement la première Partie.

Si nécessaire, la Partie qui fait effectuer les travaux peut refuser l'accès des travailleurs concernés à l'établissement. Après notification et tant que l'accès est refusé, les autres Parties refuseront également l'accès au(x) travailleur(s) concerné(s).

9. Obligations additionnelles des Parties en cas d'appel à des Entrepreneurs ou à des Sous-traitants

Chacune des Parties s'engage à rendre les dispositions de la présente Annexe également applicables à ses Entrepreneurs, aux Sous-traitants de ces derniers ou aux Travailleurs de ces Entrepreneurs et/ou Sous-traitants.

ANNEXE A⁴ de l'Annexe 10 de la Convention de collaboration

Modalités pratiques d'exécution et prescriptions de sécurité consolidées inhérentes aux activités et aux installations gérées par Elia et le GRD

TABLE DES MATIÈRES

1.	<u>Inventaire des dangers et des risques inhérents aux activités de et/ou aux installations gérées par les Parties et mesures de gestion correspondantes</u>	<u>6</u>
2.	<u>Mesures de gestion spécifiques</u>	<u>12</u>
3.	<u>Échange de documents.....</u>	<u>15</u>

⁴ L'annexe A à la présente Annexe 10 fait partie intégrante de l'Annexe 10 de la Convention de collaboration.

1. Inventaire des dangers et des risques inhérents aux activités de et/ou aux installations gérées par les Parties et mesures de gestion correspondantes :

CODE	DANGER	RISQUE LIE AU DANGER	PRESENT CHEZ		MESURES DE GESTION DÉFINIES DE COMMUN ACCORD	EXEMPLES INFOS COMPLÉMENTAIRES
			GRD	Elia		
A	Électricité (Niveaux de tension dangereux : voir RGIE) (par ex., contact avec un élément sous tension, amorçage, arc électrique, pénétration dans la zone dangereuse (DL), pénétration dans la zone de voisinage (DV)). (Définition des zones DL et DV : voir norme NBN-50110.1)	Électrisation/électrocution Brûlures, coup d'arc	X	X	<p>Mancœuvre et séparation d'installations électriques.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ sont connues et régies par des procédures internes chez les deux parties, en particulier conformément à l'art. 266 du RGIE. ➤ nécessitent une coordination et un échange d'informations lors des manœuvres et des travaux. <p>Respect des distances de sécurité électriques.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Faire appel à du personnel attesté BA4/BA5. ➤ Respecter les principes de balisage stipulés ci-dessous. <p>Elia transmettra le module de formation « Instructions générales de sécurité Postes » (IGSP) au GRD après révision.</p>	<p>Mise en sécurité et mise à disposition d'installations (balisage compris).</p> <p>Coordination de sécurité lors des travaux.</p>
B	Induction	Électrisation/électrocution Chute Brûlures	X	X	Non, connu des deux Parties.	Parties métalliques dans les postes HT Lignes parallèles
C	Incendie (flamme, dégagement de fumée,...) (par ex., travaux de soudage)	Brûlures Étouffement, empoisonnement	X	X	Non, connu des deux Parties.	-

D	Explosion (par ex., boîtes de jonction, TI, TP,...)	Chute Brûlures Blessures	X	X	Non, connu des deux Parties. En cas de risque réel, l'exploitant de l'équipement prend des mesures spécifiques et délimite, si nécessaire, un périmètre de sécurité.	
E	Travaux en hauteur (>2 mètres selon l'AR du 7 août 1995)	Chute Malaise cardiaque	X	X	Non, connu des deux Parties.	-
F	Haute pression	Chute Blessures	-	X	En cas de risque réel, l'exploitant de l'équipement prend des mesures spécifiques et délimite, si nécessaire, un périmètre de sécurité.	Les pressions peuvent monter jusqu'à 300 bar.
G	Pièces mobiles non recouvertes	Chute Blessures	X	X	Chaque exploitant prévoit les équipements de protection collective nécessaires conformément à la réglementation.	-
H	Objets tranchants/obstacles	Blessur	X	X	Chaque exploitant prévoit les équipements de protection collective ou le balisage nécessaires conformément aux accords conclus.	-
I	Produits qui éliminent l'oxygène dans des espaces fermés	Étouffement	X	X	Les parties ont toutes deux des dispositifs de manœuvre au SF6 (Hexafluorure de soufre). Les volumes que possède le GRD sont néanmoins si restreints qu'une éventuelle fuite n'entraînerait pas de risque d'étouffement. Signalisation et système d'alarme conformes aux directives légales.	Espaces confinés (par ex., vide sanitaire, locaux avec système d'extinction automatique,...) Caves situées sous des installations au SF6 (Hexafluorure de soufre) Caves à câbles Postes souterrains

J	Produits dangereux (solvant, dégraissant, peintures, huiles, graisses, plomb, Askarel,...) Produits de décomposition du SF6 (Hexafluorure de soufre)	Intoxication Brûlures Suffocation	X -	X X	Non, connu des deux Parties. En cas d'incident, Elia prend les mesures nécessaires pour garder le risque sous contrôle.	
K	Manipulation de déchets animaux, industriels, humains et/ou végétaux (solide, liquide et/ou gazeux)	Intoxication Suffocation Infection	X	X	Non, connu des deux Parties.	-
L	Particules (sauf amiante)	Irritation des voies respiratoires	X	X	Non, connu des deux Parties. Lors de travaux, les deux Parties prennent les mesures nécessaires pour limiter au mieux la production de poussières.	-
M	Amiante	Asbestose, mésothéliome	X	X	Non, connu des deux Parties, enregistré et signalé. En cas de manipulation et d'évacuation, les prescriptions légales sont appliquées.	Par ex., plaques d'amiante-ciment utilisées pour les parois de séparation des cellules à haute tension, éléments de chauffage électrique, toiture ondulée, amiante-ciment, tuyaux, poussière d'amiante utilisée comme isolant pour les murs...

N	Bruit (°bruit constant ou intermittent qui entraîne une exposition quotidienne personnelle supérieure à 85 dB (A) (Décibel); °bruit impulsif qui entraîne une exposition quotidienne personnelle supérieure à 140 dB (A)) (Décibel)	Chute Surdité	X	X	Non, connu des deux Parties. �viter de manœuvrer des disjoncteurs (par ex., air comprimé) en présence de personnel.	
O	Opérations de soudage	électrisation/électrocution Intoxication Brûlures Suffocation Lésion oculaire	X	X	Non, connu des deux Parties.	-
P	Travaux sur ou à proximité de lasers (par ex., utilisés dans certains appareils de télétransmission)	Brûlures Blessures Lésion oculaire	X	X	Non, connu des deux Parties. Signalisation locale & protection.	-
Q	Ondes EM à haute fréquence (antennes GSM)	Danger potentiel (en fonction de la fréquence et de la puissance)	-	X	Pas d'impact sur les activités du GRD vu leur emplacement et leur configuration.	-
R	Mauvais éclairage (faible visibilité, peu de contraste, espaces sombres, éblouissement,...)	�lectrisation/électrocution Chute	X	X	Un éclairage de base est prévu. En fonction des travaux à effectuer, un éclairage supplémentaire sera ajouté si nécessaire.	-

S	Objets instables (par ex., disjoncteur débrochable sur un chariot non verrouillé, élévateurs non stabilisés,...)	Chute Blessures Lésion au dos	X	X	Toutes les parties prennent les mesures nécessaires pour limiter les risques.	-
T	Conditions météorologiques défavorables Orage	Électrisation/électrocution Chute	X -	X X	Non, connues des deux Parties. Mesure : en cas d'orage, arrêter immédiatement tous les travaux effectués sur ou dans l'environnement direct d'installations extérieures et rentrer se mettre à l'abri.	Forte pluie, neige, verglas, brouillard épais, vent violent,...
U	Animaux dangereux (rats, renards, chats,...)	Chute Blessures Infection	X	X	Non, connu des deux Parties.	-
V	Terrain peu praticable	Chute Blessures Lésion au dos	X	X	Les parties assurent un entretien correct et délimitent, si nécessaire, la zone à risque.	Affaissements, fosses, cache-câbles défectueux, surfaces glissantes,...
W	Ensevelissement	Blessures (fractures) Suffocation (étouffement)	X	X	Non, connu des deux Parties.	
X	Champs électromagnétiques de basse fréquence	Perturbation du fonctionnement des AIMD (<i>Active Implantable Medical Devices</i>) Catégories particulières de travailleurs (femmes enceintes)	X	X	Non, connu des deux Parties.	
Y	Présence de conduites et de réservoirs souterrains	Électrisation, arc électrique, explosion, incendie, projections	X	X	Échange des informations nécessaires lors de la préparation et de l'exécution des travaux.	

Z	Pollution du sol	Intoxication Brûlures chimiques Suffocation	X	X	En cas de pollution connue du sol, devoir d'information réciproque lors de la préparation et de l'exécution des travaux.	Cyanures, hydrocarbures, métaux lourds
----------	------------------	---	---	---	--	--

2. Mesures de gestion spécifiques

2.1. Modalités d'accès & accompagnement

Les Parties garantissent que leur personnel, leurs contractants, leurs sous-traitants et les autres tiers à qui elles autorisent l'accès à l'établissement bénéficient au minimum de la certification BA4 (avertis) conformément au RGIE⁵. Pour les personnes ordinaires assimilées aux agents BA4 en raison du fait qu'elles sont surveillées en permanence par une personne qualifiée (BA5), la partie concernée doit vérifier que l'octroi de la certification BA5 était justifié.

Les Parties déclarent qu'elles informeront et formeront leur personnel, leurs contractants, leurs sous-traitants et les autres tiers qui entrent dans les installations concernées, conformément aux procédures internes et aux dispositions spécifiques du contrat de collaboration.

Chaque Partie s'engage à cet égard à effectuer les contrôles de connaissances nécessaires. L'agent doit pouvoir prouver son niveau de compétence sur le terrain à l'aide d'un certificat nominatif.

À cette fin, Elia transmettra régulièrement le module de formation « Instructions générales de sécurité Postes » (IGSP) au GRD. Le GRD s'engage à identifier dans ce module les informations pertinentes pour leurs activités (notamment les distances de sécurité, les principes de balisage) et à les intégrer dans leurs propres procédures et modules de formation.

2.2. Présence & enregistrement

Pour des raisons de sécurité, tout membre de personnel, contractant, sous-traitant ou autre tiers qui pénètre dans l'établissement doit toujours signaler sa présence au dispatching central de la Partie dont il ressort.

En cas d'installations télécommandées, les dispatchings centraux des Parties concernées doivent se tenir mutuellement informés de cette présence de manière vérifiable. Lorsqu'une personne quitte l'établissement, son départ doit également être signalé de la même manière.

2.3. Coordination des manœuvres et mise à disposition d'installations pour la réalisation de travaux

Les modalités pratiques pour la coordination des manœuvres figurent à l'Annexe 9 de la présente Convention.

Conformément à l'article 266 du RGIE, chaque Partie qui effectue ou fait effectuer des travaux sur ses installations doit préalablement réaliser une analyse des risques. Sur base de cette analyse, elle prendra les mesures de sécurité nécessaires et se concertera avec

les autres parties concernées au sujet de la position requise pour pouvoir effectuer les travaux sans danger.

Chaque partie concernée confirme la mise à disposition de son installation en remettant une attestation de mise à disposition (AMD) à la partie qui fait effectuer les travaux.

⁵ Articles 2.10.11 et 9.2 dans les 3 Livres

La partie qui fait effectuer les travaux assure, en concertation avec les gestionnaires de l'installation concernée, la mise en sécurité et la mise à disposition de l'installation sur laquelle les travaux auront lieu. Sur base de leurs mesures vitales et de l'AMD des autres gestionnaires de l'installation, elle délivre une autorisation de travail au chef des travaux du contractant principal.

2.4. Coordination de sécurité

2.4.1. *Petits travaux simples d'entretien et d'exploitation (également interventions de garde et travaux de réparation urgents)*

Les Parties veillent à ce que leurs chefs de travaux vérifient avant le début des travaux s'il y a une interaction possible avec d'autres activités réalisées dans l'établissement et prennent, si nécessaire, les mesures adéquates pour garantir la sécurité de tous. En tant que responsables de l'installation, les Parties doivent également mettre en œuvre les mesures adéquates pour garantir la sécurité de tous lors de la remise en service des installations.

2.4.2. *Tous les autres travaux*

2.4.2.1. Mise en route

La Partie à l'origine des travaux à réaliser entre préalablement en concertation et demande aux autres parties concernées un accord de principe pour la réalisation des travaux. Ces négociations doivent avoir lieu le plus vite possible. Si nécessaire, il est fait appel aux *services d'étude des parties* en vue de mener une étude de faisabilité préalable qui couvrira les aspects relatifs à la sécurité.

Elle organise à cet effet une réunion préalable entre toutes les parties concernées afin de :

- les informer des détails du projet ;
- vérifier quelles en sont les limites (en termes d'exploitation, de place, d'accès aux installations, de combinaison avec d'autres travaux prévus, de respect des règlements techniques spécifiques,...) ;
- désigner, si d'application, un coordinateur projet qui dressera le plan de sécurité et de santé des travaux et constituera un dossier reprenant toutes les données utiles dans le domaine de la sécurité et de la santé⁶.

La réunion est validée par un rapport écrit envoyé à toutes les parties concernées.

2.4.2.2. Coordination des études

Les études des différentes parties concernées doivent être harmonisées afin de garantir la compatibilité technique et de satisfaire aux exigences de sécurité concernant le maintien et l'exploitation futurs. Pour ce faire, les parties concernées organisent la concertation nécessaire. Les points suivants seront abordés, entre autres :

- mise en concordance des plans (par ex. : lorsque 2 entités doivent disposer du même plan pour leurs études) ;
- compatibilité technique entre les différents projets ou avec les installations existantes :
 - du matériel utilisé,
 - des phases d'exécution des travaux dans le but d'élaborer le scénario des travaux ;

⁶ AR 25.01.2001

- compatibilité de la sécurité pendant l'exécution des différents projets ;
- compatibilité de la sécurité pendant l'exploitation des installations ;
- sécurité intrinsèque des installations ;
- exécution des tâches relatif aux chantiers temporaires ou mobiles ⁷ (si d'application).

Le planning et le scénario des travaux doivent être discutés avec toutes les parties concernées et approuvées par elles. Les discussions doivent aboutir de préférence 8 semaines et au moins 4 semaines avant que le réseau ne soit pour la première fois mis dans un état particulier (coupure ou état particulier planifié).

2.4.2.3. Coordination des travaux

Les modalités pratiques pour la sécurité et la santé des travailleurs seront discutées en détail et intégrées au planning d'exécution.

Si plusieurs parties doivent effectuer des travaux simultanés entraînant des interactions sur la plan de la sécurité, les parties désignent parmi elles un coordinateur commun qui suivra tous les aspects relatifs à la sécurité.

Si les travaux relèvent du champ d'application de l'AR chantiers temporaires ou mobiles, les parties désignent également un coordinateur de sécurité réalisation conformément à la réglementation en vigueur.

Le coordinateur commun organise une réunion « ouverture de chantier » avant le début des travaux. La réunion rassemble toutes les parties et tous les contractants participant aux travaux. Les accords sont formalisés dans un rapport.

Les sujets suivants doivent être abordés pendant cette réunion :

- les risques spécifiques liés à l'environnement de travail et les conditions d'accès aux installations ;
- le scénario des travaux (détail des tâches à accomplir, des méthodes de travail et du planning) ;
- les chefs de travaux fournissent des explications au sujet de l'analyse des risques concernant l'exécution de leurs travaux et des travaux de leurs éventuels sous-traitants.

2.4.2.4. Mise sous tension d'une installation (mise en service industrielle)

Les Parties ne peuvent prévoir la mise sous tension d'une nouvelle installation ou d'une partie de cette installation qu'après avoir obtenu l'accord écrit de tous les acteurs concernés. Cette opération doit faire l'objet d'une analyse commune approfondie et doit être annoncée formellement.

Les Parties doivent convenir d'un scénario commun pour la mise en service. À chaque étape de ce scénario, les risques et les mesures de prévention correspondantes seront définis (par exemple, première mise sous tension d'une nouvelle cellule MT via les jeux de barres et le transformateur de réserve HT/MT).

2.4.2.5. Dossier as built

Toutes les parties s'engagent à s'échanger les informations nécessaires pour compléter leurs dossiers as built.

⁷ AR 25.01.2001

Pour les travaux qui relèvent de la catégorie des Chantiers temporaires ou mobiles, le coordinateur de sécurité réalisation fournit une copie du dossier d'intervention ultérieure (DIU) à toutes les parties concernées.

2.5. Principes généraux de balisage

Pour éviter les situations à risque, les Parties doivent respecter la procédure de balisage qui a été déterminée en commun accord entre Elia et le GRD.

Cela signifie entre autres que :

- toute personne qui entre dans l'établissement doit appliquer la méthode de travail décrite et se plier aux instructions complémentaires qui ont été imposées pour l'occasion via une autorisation de travail ;
- les codes couleur et leur application (selon le type de risque, permanent ou non, les dépassements autorisés,...) doivent correspondre à cette procédure.

Conformément au RGIE⁸, chaque responsable d'installation est chargé de séparer, de mettre en sécurité, de baliser et de céder ses installations.

Le balisage, qui fait partie de l'autorisation de travail d'après le RGIE, ne peut EN AUCUN CAS être modifié par une personne qui ne dépend pas du responsable d'installation (= partie qui a délivré l'autorisation de travail). Le chef des travaux désigné peut uniquement modifier le balisage placé par ses soins dans le cadre des mesures de sécurité supplémentaires (risque de chute & de trébuchement, obstacles, chute d'objets, ...).

Chaque Partie fournit et gère son propre matériel de balisage. En cas de doute et/ou de détérioration, toute personne a le devoir de le signaler à la partie concernée.

2.6. Situations d'urgence

Les Parties s'engagent à agir de manière coordonnée dans les situations d'urgence (incendie, évacuation, intervention des services de secours,...).

Chaque Partie s'occupe de prodiguer les premiers soins à son personnel, à ses contractants, à ses sous-traitants et aux autres tiers à qui elle a autorisé l'accès à l'établissement.

En cas de situation d'urgence, chaque Partie avertit immédiatement les autres parties concernées.

3. **Échange de documents**

La partie gestionnaire transmet les documents pertinents au chef du Service Interne de Prévention et de Protection de l'autre partie, après révision.

⁸ Articles 2.11.1 et 9.3.1 jusqu'à 9.3.5 dans les 3 Livres